

Résistances amazoniennes

Camilo Chica

Number 810, September–October 2020

À la défense de l'Amazonie et de ses peuples

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/93988ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Chica, C. (2020). Résistances amazoniennes. *Relations*, (810), 24–26.

des contreforts des Andes, en plus du niveau élevé de déforestation qu'ils causent, bloquent la connectivité entre les versants et les plaines, altérant ainsi l'hydrodynamie naturelle des rivières (le rythme, la température et le flux des minéraux des roches de montagne), affectant toute la biodiversité aquatique.

Les infrastructures de la dépossession

Au tournant du siècle, dans la foulée des discussions sur la création de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), les institutions financières internationales comme la Banque interaméricaine de développement ont planifié ce qu'elles appelaient « l'intégration physique » du continent. Il s'agissait notamment de construire toute une trame d'infrastructures pour relier les côtes atlantique et pacifique en passant par l'Amazonie, en l'arrimant aux marchés internationaux. Bien que la ZLÉA n'ait pas été mise en œuvre, le plan appelé Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine, approuvé par les gouvernements de la région au début des années 2000, poursuit la même logique de mondialisation des marchés transnationaux autour des transports, de l'énergie et des communications².

En général, une bonne partie des 168 projets proposés à l'époque ont été réalisés et ceux qui ont le plus progressé concernent les routes, l'hydroélectricité et les voies navigables situées à des endroits clés. C'est le cas des travaux de navi-

gation fluviale à la frontière Pérou-Bolivie-Brésil, qui empruntent les rivières Madre de Dios, Beni, Mamoré, Madeira, puis le fleuve Amazone, pour continuer le long du rio Negro jusqu'à l'Orénoque. Ils relient ainsi les ports de la Bolivie et du Pérou, côté Pacifique, à ceux de Belém, au Brésil, et de Ciudad Guyana, au Venezuela, côté Atlantique, dans un couloir dont les ressources minières, énergétiques, agro-industrielles, touristiques et biologiques ont déjà été inventoriées. Les projets comprennent également la construction de routes, du gazoduc de Camisea et du complexe hydro-électrique sur la rivière Madeira, comprenant aussi des écluses pour permettre le transport fluvial.

Ces dernières années, à la faveur d'une nouvelle offensive néolibérale menée par les États-Unis de Donald Trump pour rétablir leur hégémonie dans leur ancienne « arrière-cour », on observe un regain de la volonté du capital transnational d'appuyer des régimes autoritaires qui adaptent de manière arbitraire les lois à leurs intérêts, radicalisent les idées racistes, sexistes, homophobes et xénophobes, stigmatisent les leaders communautaires et criminalisent la contestation sociale en usant de la violence militaire et paramilitaire. En Colombie, par exemple, le gouvernement d'Iván Duque a récemment intégré les politiques de conservation de la nature dans le cadre de la politique de sécurité et de défense, ce qui lui permet de gérer militairement les conflits environnementaux. Ainsi,

RÉSISTANCES AMAZONIENNES

Camilo Chica*

L'auteur, journaliste, chercheur et réalisateur audiovisuel, est membre entre autres du Foro Social Panamazónico et de l'Agence de nouvelles Colombia Informa

Au XX^e siècle, l'extractivisme mondial s'est tourné vers les ressources de l'Amazonie, devenue la cible de projets d'extraction de toutes sortes. Alors qu'on n'y convoitait autrefois que le caoutchouc, ce sont maintenant le bois, le pétrole, le coltan, l'or et les terres pour le pâturage et la monoculture qui attirent les industries.

Ces offensives menées contre l'une des régions les plus riches du monde en diversité biologique et culturelle, où vivent des populations encore nomades et sans contact avec la civilisation occidentale, ont activé un front de résistance qui mobilise tant ses habitants d'origine que ceux arrivés plus récemment. L'un des premiers exemples est celui des femmes des peuples Uitoto, Okaina, Muinane et Bora vivant dans la région amazonienne de la Chorrera, à la confluence des frontières brésilienne, colombienne et péruvienne, dans le bassin de la rivière Igara Paraná. Elles résistèrent avec détermination aux assauts de la société anglo-péruvienne Casa Arana, venue pour s'emparer de l'or blanc: le caoutchouc,

tiré de la sève de *l'hevea brasiliensis*. Devant les menaces de génocide et d'asservissement qui pesaient sur leurs peuples, ces femmes ont développé des stratégies de survie et de résistance. La juriste et leader autochtone Fany Kuiru écrit à ce propos: « Chez les femmes Uitoto, l'utilisation de leur langue maternelle et de ses variations dialectales telles que Minika, Binika, Bue, Nipode et Mika pour communiquer entre elles et avec leurs enfants, leur permettait de maintenir le dialogue et de planifier des stratégies d'évasion, de ne pas respecter les quotas de caoutchouc, de cultiver la nuit – les guérisons par la parole faisaient partie de leur quotidien. Tout cela peut être compris comme "le discours clandestin de l'indignation" qui a été élaboré en réponse à toutes les formes d'humiliation utilisées par les employés de la Casa Arana¹. »

Ces formes de résistance des peuples originaires, fondées sur la survie face à l'élimination physique et morale, se sont répandues dans toute la région, leur permettant ainsi de survivre à leur extermination systématique. Mais l'extractivisme venait rarement seul; il s'accompagnait le plus souvent de missions d'évangélisation et de colonisation, d'accaparement de terres, de racisme et de maladies de toutes sortes. Face à tout cela, les membres de ces peuples amazoniens ont dû renforcer leur leadership en tant qu'habitants historiques et mettre sur pied diverses formes d'organisation pour ne pas disparaître.

le gouvernement a pu mener l'opération Artemisa contre les communautés paysannes dans les zones de réserves naturelles des départements du Caquetá, du Meta et du Guaviare, où sont prévus des projets pétroliers, touristiques et agricoles. Au Brésil, surtout depuis l'arrivée du gouvernement de Bolsonaro, les normes de protection des zones naturelles et des territoires des peuples indigènes ont été modifiées pour promouvoir des projets de développement économique, y compris dans la vallée de Javari où vit le plus grand nombre de peuples en isolement volontaire ou non contactés³.

En temps de pandémie, les gouvernements et les entreprises ont profité des mesures d'urgence sanitaire pour accélérer la marchandisation de l'Amazonie, imposant des politiques que les mobilisations de mouvements sociaux – souvent dans les rues – avaient réussi à suspendre ou à freiner.

Fausses solutions

Les organisations sociales qui, de l'intérieur et de l'extérieur de l'Amazonie, se mobilisent pour sa protection et sa défense, ont également soulevé des critiques sur ce qu'elles appellent les «fausses solutions». Parmi celles-ci: l'économie verte, notamment les paiements pour les «services environnementaux» (programmes de Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts), le fait de considérer les centrales hydroélectriques comme une

énergie propre ou de croire qu'une transition énergétique est possible dans le cadre du marché mondialisé, ou encore d'avancer un concept aussi antinomique que celui d'«exploitation minière responsable». Les mouvements sociaux ont aussi exprimé leur rejet catégorique de toute restriction à la participation démocratique nécessaire aux décisions concernant les territoires et les communautés de la région.

Ainsi, en Amazonie, tout indique que les feux de forêt sont encore plus graves cette année. Comment s'en étonner alors que les États de la région tentent de résoudre les problèmes liés à l'extractivisme néolibéral par des solutions qui reposent sur davantage d'extractivisme, ce qui revient à tenter d'éteindre le feu avec du feu? 🌿

* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet avec la collaboration d'Emiliano Arpin-Simonetti.

1. Voir Sebastian Ospitia, «*La ganadería nos va a dejar sin Amazonas*», ANeIA – Universidad de los Andes, 23 juin 2017 [en ligne].
2. Voir le documentaire *IIRSA, la infraestructura de la devastación*, 2016, disponible sur YouTube.
3. Voir Laurent Delcourt, «Les dessous de l'incendie: la politique amazonienne de Jair Bolsonaro», CETRI, 25 juin 2020 [en ligne].

Cela n'a pas été facile, car leur objectif est de protéger la forêt de manière pacifique contre des incursions généralement violentes. Tant les gouvernements que les entreprises font usage des forces armées ou de milices en vue de mater toute forme d'opposition à leurs projets, sans parler, dans le cas de la Colombie, des guérillas et groupes paramilitaires qui ont envahi la forêt pour y établir leurs repères et leurs arrière-gardes.

Luttes sur tous les fronts

Les peuples amazoniens se sont donc réunis pour élaborer collectivement des formes de résistance et mettre au point des politiques, des programmes et des plans d'action capables de contrecarrer l'assaut des accapareurs et exploités du territoire. Organisations non gouvernementales, *mingas* (travaux collectifs pour le bien commun), rencontres, forums, congrès, séminaires, etc. se sont multipliés au cours des dernières décennies, en vue de construire des voies alternatives au capitalisme et d'organiser la résistance. Parallèlement, de nombreux habitants (indigènes et paysans) ont décidé de faire des études, choisissant des professions qui leur permettent de soutenir les luttes de leurs communautés.

Le premier congrès des organisations indigènes du bassin amazonien a eu lieu à Lima, au Pérou, en 1984. Il a réuni entre autres l'Association interethnique pour le développement de la forêt amazonienne péruvienne, la Confédération



Colibri, Altamira, Brésil, mars 2018. Photo : Marie-Josée Béliveau

des nationalités indigènes de l'Amazonie équatorienne, la Confédération des peuples indigènes de Bolivie, l'Organisation indigène nationale de Colombie et l'Union des nations indigènes du Brésil. Au terme de ce congrès, la Coordination des organisations indigènes du bassin de l'Amazone (COICA) a été fondée, avec pour principal objectif de mettre en place des programmes de protection de l'Amazonie, en considérant le territoire comme partie intégrante de la nature et de l'univers. Au fil du temps, elle est devenue la plus grande organisation indigène de l'Amazonie. Cela a incité de nombreuses populations indigènes à devenir plus fortes



Réunion de la Coordination des organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne, à Bétania, Brésil, septembre 2019. Photo : Marie-Josée Béliveau

et à accroître leurs processus organisationnels et leur autonomie – non seulement pour mieux résister mais aussi pour approfondir leur propre culture.

Cette prolifération d'organisations indigènes a généré de multiples luttes sur le plan institutionnel et des mobilisations sociales dans toute l'Amazonie pour exiger la protection du territoire. Parmi celles-ci, citons l'« Amazonie en résistance », en 2017, qui a recueilli une série de pétitions venant de tous les peuples des neuf pays du bassin amazonien, visant à contrer les politiques expansionnistes et extractivistes à l'intérieur du territoire. Un autre exemple éloquent est celui de la communauté indigène Tres Islas, au Pérou, qui a exigé la reconnaissance de son droit de propriété sur son territoire et qui a réussi à suspendre un grand nombre de permis d'exploitation de mines d'or depuis 2018. Des moyens plus radicaux sont aussi utilisés; pensons aux U'wa, en Colombie, qui ont réussi, en 1995, à empêcher la pétrolière Oxy d'entrer sur leur territoire en menaçant de se suicider collectivement; ou encore à la grève nationale amazonienne au Pérou – avec la présence de populations indigènes et métisses –, qui réclamait l'abrogation du traité de libre-échange imposé par le président Alan García et qui s'est tristement soldée par le massacre de Bagua, en 2009.

La lutte du peuple Kichwa de Sarayacu, en Équateur, doit aussi être mentionnée. Forte d'un certain soutien international et d'une déclaration favorable de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme, elle a réussi à empêcher l'exploitation du pétrole par la compagnie CGC, qui bénéficiait pourtant d'un soutien militaire. Ajoutons à cela le « procès du siècle », livré par les peuples amazoniens en Équateur contre Chevron-Exxon qui, pendant plus de 28 ans d'exploitation pétrolière, a infligé des dégâts irréparables à la forêt, entraîné l'extinction des peuples Tetete et Sansuari et causé de graves préjudices à plusieurs autres; sans oublier les constantes manifestations contre l'Initiative

pour l'intégration régionale sud-américaine, un mégaprojet signé par les 12 présidents d'Amérique du Sud réunis à Brasília, en 2009, et visant entre autres à intégrer l'Amazonie au capitalisme globalisé.

Le Forum social panamazonien

Jusqu'à présent, ces actions ont permis de renforcer l'unité des peuples amazoniens et de favoriser la création de nouveaux lieux de rencontre pour discuter et planifier des actions politiques. C'est pour cette raison que le IX^e Forum social panamazonien (FOSPA) est actuellement en cours. Le FOSPA s'est réuni pour la première fois en 2002 au Forum social mondial de Porto Alegre, en tant que forum thématique. Il s'est consolidé par la suite comme un espace autonome d'intégration des luttes, de recherche de propositions communes et d'élaboration d'actions de résistance. Il soutient diverses initiatives, dont la formation continue des dirigeantes et dirigeants autochtones pour la défense des territoires; des réseaux de communication alternatifs; des collectifs de femmes qui entreprennent des luttes contre le modèle patriarcal, présent aussi au sein de leurs propres communautés. Le FOSPA plaide également auprès des organisations internationales pour dénoncer la dévastation et la violence qui ont lieu sur tout le territoire amazonien. En collaboration avec la COICA et le Réseau ecclésial panamazonien, il vient de réunir, en août dernier, la première Assemblée mondiale pour l'Amazonie, une initiative majeure à suivre².

* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.

1. F. Kuiru Castro, *La fuerza de la manicuera : acciones de resistencia de las mujeres Uitoto de la Chorrera-Amazonas durante la explotación del caucho-Casa Arana*, Université Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario, Bogota, 2019, p. 18 [en ligne].

2. Voir <asambleamundialamazonia.org>.